



## NOTE D'ANALYSE



# L'assemblée générale de l'ONU de 2022 : grogne, fracturation ou bascule ?

Le contexte international actuel est fait de plusieurs guerres, d'une opposition entre ce qu'il faut bien appeler de nouveaux blocs, d'alarmes environnementales et climatiques grandissantes, et de crises sociales en particulier dues aux bouleversements énergétiques. C'est pourquoi le risque de « bascule » est la conséquence de multicrises. Le Secrétaire général ne s'y trompe pas, en nommant cette 77e session de l'Assemblée Générale de l'ONU « Un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis imbriqués ».

Sur le plan formel, depuis le 12 septembre, un Hongrois préside l'AG, il s'agit de l'ancien Vice-Président de l'Assemblée générale lors de la 67e session en 2011-2012 et ancien Directeur de la durabilité environnementale au bureau du Président hongrois. Les points principaux de l'ordre du jour sont divers : un Sommet de la transformation de l'éducation [1] vient de se tenir, la session de haut niveau a commencé, la journée du 21 septembre est consacré à la réunion commémorant le 30e anniversaire de la déclaration des Nations Unies sur le droit des minorités, une session climatique est prévue ainsi qu'un moment « ODD » qui a eu lieu le 19 septembre.

## I. Le contexte géopolitique

### 1. Le contexte des conflits armés

Bien sûr le conflit ukrainien domine la situation mondiale et déstabilise le monde, illustrant ainsi l'incapacité du Conseil de sécurité à accomplir sa mission de maintien de la paix, surtout lorsque l'un de ses membres est l'agresseur ; la guerre en Ukraine produit plus de 6 millions de réfugiés, un nombre de morts considérable (13 000 victimes officiellement, sûrement beaucoup plus). Même si aucun pays n'a envoyé de troupes pour aider l'Ukraine, les membres de l'OTAN ainsi que de nombreux pays sont impliqués dans des alliances plus ou moins officielles. Il s'agit donc d'une déstabilisation majeure.

---

[1] Guttierrez y tient beaucoup : « le sommet sur [la transformation] de l'éducation est un moment pour mobiliser toute la communauté internationale pour faire comprendre aux pays qu'ils doivent investir beaucoup plus dans l'éducation, et pour faire comprendre aux pays développés qu'ils doivent amplifier, avec les institutions financières internationales, le soutien aux pays en développement pour qu'ils puissent investir dans l'éducation »

Mais les pays du Sud ne manquent pas de rappeler la gravité d'autres conflits comme celui de l'Éthiopie, qui dure depuis novembre 2020 et qui laisse des millions de personnes en situation de famine, celui du Yémen qui a entraîné le déplacement de 4 000 000 de personnes déplacées et près de 5 000 000 de yéménites au bord de la famine, celui de Myanmar qui provoquerait un nombre considérable de victimes, on parle de 14 000 000 de personnes en situation de précarité humanitaire.

A ces conflits, il faut ajouter les guerres civiles internes (55) dans plusieurs pays comme Haïti, en plus éprouvé par des tremblements de terre, la Syrie, les pays africains assiégés par des groupes djihadistes comme le Mali, le Niger, Le Burkina Faso, la Somalie, le Congo et le Mozambique, sans parler de l'Afghanistan dont l'état après le départ des États-Unis est extrêmement préoccupant sur le plan des droits de l'homme, et particulièrement des femmes, et sur le plan humanitaire.

On voit donc que, au-delà des menaces qui visent la planète dans son intégrité, de nombreux pays connaissent des guerres au sens classique du terme ou des conflits entraînant des pertes humaines et économiques, bien loin de la réalisation de l'ODD 16 de l'ONU qui se donne pour objectif de « promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous »...

## 2. Les crises énergétiques et économiques

Le déclenchement de la guerre en Ukraine, la riposte de la Russie aux sanctions occidentales consistant à utiliser comme armes effectives les approvisionnements en pétrole et gaz, ont fait monter les prix de l'énergie dans le monde entier, instituant une rente pour les pays producteurs d'hydrocarbures, ce qui entraîne une déstabilisation géopolitique et une hausse générale du coût de la vie.

Selon les prévisions des grands instituts, la croissance devrait ralentir, passant de 6,1 % l'année dernière à 3,2 % en 2022, voire moins. Un ralentissement de la croissance plus tôt cette année, une baisse du pouvoir d'achat des ménages et un resserrement de la politique monétaire ont entraîné une révision à la baisse de 1,4 point de pourcentage aux États-Unis. En Chine, à la suite des reconfinements et de l'aggravation de la crise de l'immobilier, la croissance a été révisée à la baisse de 1,1 point de pourcentage, avec des répercussions majeures à l'échelle mondiale. Enfin en Europe, les fortes révisions à la baisse s'expliquent par les retombées de la guerre en Ukraine et le resserrement de la politique monétaire. L'inflation mondiale devrait atteindre 6,6 % dans les pays avancés et 9,5 % dans les pays émergents et les pays en développement cette année.

## 3. Le contexte de la crise alimentaire

L'insécurité alimentaire et la faim augmentent dans le monde à cause de la pandémie de la COVID-19 et des défauts du système alimentaire mondial.

La crise du COVID a provoqué, entre 2019 et 2021, une insécurité alimentaire grave (au moins 200 millions de personnes supplémentaires) ou modérée (350 millions de personnes additionnelles se sont trouvées en situation d'insécurité alimentaire modérée). En Amérique Latine et aux Caraïbes, le nombre d'individus en insécurité alimentaire grave a doublé entre 2014 et 2021.

La Banque mondiale évalue à 95 millions de personnes supplémentaires qui plongeraient dans l'extrême pauvreté, et 50 millions dans la faim sévère avec le conflit en Ukraine.

« Au 30 juin 2022, l'indice mondial des prix agricoles devrait être supérieur de 34% à celui de janvier 2021. Les prix du maïs ont augmenté de 47% et ceux du blé de 42% par rapport à janvier 2021 », remarque l'ancien Président de l'AG de l'ONU, citant le dernier rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. Ce rapport révèle que le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave a déjà doublé au cours des deux dernières années.

Afin de pallier cette crise citons l'initiative céréalière de la mer Noire qui a déjà vu près de trois millions de tonnes de nourriture en provenance d'Ukraine partir vers des destinations à travers le monde, en contribuant à atténuer la crise alimentaire, ce dont se félicite le Secrétaire général de l'ONU en louant la « diplomatie discrète » qui a permis cette avancée en pleine guerre.

#### 4. L'accélération de la crise climatique et ses conséquences

L'année 2022 restera comme l'année de la **bascule** climatique, pour de nombreuses raisons :

- Déjà l'année 2021 selon l'Agence Internationale de l'énergie a vu les émissions de CO<sub>2</sub> du secteur de l'énergie (charbon, pétrole, gaz) atteindre leur plus haut niveau historique avec une augmentation de 6% par rapport à 2020, ce qui signifie que l'effet COVID (bénéfique en ce domaine) est annulé. Par ailleurs, l'Organisation Météorologique Mondiale a conclu que le réchauffement de la planète se poursuivait et que l'année 2021 constitue l'une des sept années les plus chaudes jamais enregistrées, ce qui est d'autant plus inquiétant que, la même année, les deux épisodes de la Niña auraient dû avoir une influence refroidissante sur la planète.
- 2022 a connu un record de températures dans tous les continents, si bien que des équipes de chercheurs de la Revue Science ont identifié des points de bascule, alors que le niveau actuel de réchauffement se situe entre 1,1 et 1,2° : ils citent la disparition des calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique de l'ouest, le dégel sévère du pergélisol dans les régions boréales, l'extinction des coraux tropicaux et subtropicaux, et la perturbation grave de la circulation océanique dans l'Atlantique nord. Les chercheurs soulignent qu'entre 1,5° et 2°, soit les objectifs de l'accord de Paris, cinq autres systèmes pourraient basculer : le dépérissement du Sud de la forêt boréale, l'effondrement du courant océanique AMOK, la disparition de la majorité des glaciers de montagne, autrement dit on assiste à une accélération du réchauffement climatique qui ne peut être endigué que par des mesures immédiates et drastiques, en même temps que monte la tentation de recourir aux énergies fossiles pour pallier les carences dues à la crise énergétique mondiale.

- 2022 restera aussi une année d'extrême sécheresse, ce qui évidemment accélère la déjà vertigineuse perte de biodiversité. Les pays africains étaient auparavant les principaux touchés, mais le monde entier doit aujourd'hui faire face à des épisodes de sécheresse de plus en plus fréquents et longs. Chili, Inde, Australie, États-Unis, France et même Russie souffrent de l'accélération de la sécheresse mondiale. Des fleuves de grande importance dans le monde, comme le Yangtze en Chine ou le Rhin et le Pô en Europe ont vu leur débit baisser de façon alarmante, ce qui a des répercussions sur le transport des marchandises par bateau, ou sur la production d'électricité des centrales hydroélectriques, ou des centrales nucléaires qui dépendent du débit des rivières pour leur refroidissement.

## 5. La crise des droits de l'Homme

Les droits de l'homme ont toujours été l'un des piliers du travail de l'ONU mais la situation est mauvaise, avec des causes multiples :

- Les dangers posés par la montée des discours de haine, de la xénophobie et du nationalisme populiste. Le Secrétaire général a lancé un appel : « le mépris des droits de l'homme est généralisé. Nous assistons à des violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme ; l'impunité endémique ; la montée des discours de haine, de la misogynie, de l'exclusion et de la discrimination ; polarisation sociale et perte de civilité ; la dégradation de l'environnement et l'inégalité d'accès aux ressources et aux opportunités.»[2]
- Le Conseil des droits de l'Homme s'est dit le 12 septembre préoccupé principalement par « la régression stupéfiante en Afghanistan pour les femmes et les filles des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels depuis que les Talibans ont pris le contrôle du pays ». Et le même Conseil, en juillet, a qualifié la situation ukrainienne de « période critique, alors que les ravages en Ukraine et leurs répercussions continuent de s'étendre jour après jour, y compris au-delà de ses frontières. », en recommandant que « Les parties au conflit doivent veiller à respecter pleinement les obligations qui leur incombent en vertu du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire et s'engager à protéger tous les civils et les personnes hors de combat ».
- La question des Ouïghours a aussi provoqué une déclaration du CDH (Conseil des droits de l'homme) « Le HCDH (Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme) a déclaré que la politique menée par le gouvernement (chinois) ces dernières années dans le Xinjiang avait conduit à un système de restrictions sévères, injustifiées, d'un large éventail de droits humains ».

Cette AG sera donc la chambre d'écho de ces alarmes, et le Secrétaire général l'a bien compris ; ainsi, dans une interview du 5 septembre 2022, il reconnaît que « le changement climatique est le problème déterminant de notre époque », et déplore que « avec la guerre en Ukraine et plusieurs autres événements, le changement climatique semble être sorti des priorités de nombreux décideurs à travers le monde », en qualifiant cette situation de « suicide ». Il martèle : « alors que nous devrions pouvoir réduire de 45 % les émissions [d'ici] 2030, nous sommes [au lieu de cela, confrontés] à une augmentation des émissions [de] 14 % en 2030 ».

---

[2] THE HIGHEST ASPIRATION: A CALL TO ACTION FOR HUMAN RIGHTS, 2020

Il insiste aussi, en évoquant le Pakistan, sur la nécessité « d'accroître le soutien aux pays en développement, non seulement dans la réduction des émissions, mais dans le renforcement de la résilience, dans la construction de l'infrastructure durable nécessaire pour que ces pays puissent [résister] aux impacts qui les dévastent déjà ». Notons que ce sera le nœud de la COP27.

Le Secrétaire général insiste aussi sur les ravages de la division des pays [3], et sur le fait qu'en plus des guerres internes de beaucoup de pays pauvres, « nous assistons à une guerre entre deux États, créée par l'invasion d'un État par un autre, avec des niveaux d'armement et des niveaux de mobilisation de forces sans précédent ces derniers temps et (...) à un mouvement le plus rapide de réfugiés et de personnes déplacées de l'histoire récente, avec de terribles conséquences humanitaires ».

## **II - Ce que l'on attend, et n'attend pas de cette Assemblée générale**

Devant cette situation, la pire depuis 1945, car elle touche la globalité de la planète, le rendez-vous onusien est attendu, car il donne lieu à de nombreux échanges internationaux, après deux années où le COVID a empêché les échanges directs entre dirigeants, et sert souvent à aplanir les difficultés des arbitrages à venir. Si l'Ukraine va être au cœur de cette semaine diplomatique, avec l'intervention le 21 de Volodymyr Zelensky, et la tenue d'un Conseil de sécurité le 22 au niveau des ministres des Affaires étrangères, Vladimir Poutine et Xi Jinping seront absents, en ayant ménagé un « contre Sommet » la semaine d'avant dans le cadre de l'OCS de Shanghai, à Samarcande.

### 1. La préparation des COPs de l'automne

Le Secrétaire général, avec le Président égyptien, organisera une Table ronde des dirigeants sur l'action climatique, réunissant un groupe restreint mais diversifié et représentatif pour relancer la coopération internationale sur l'action climatique. Il s'agit d'un événement fermé, d'une heure et demi, et informel en amont de la COP27. Il y aura fort à faire, car la COP27 ne se présente pas bien, après une réunion préparatoire de juillet très décevante.

Ensuite, la Chine a suspendu sa coopération avec les USA à cause de Taiwan, les G20 Climat et Énergie ont mis en lumière des « désaccords ». Les fameux 100 milliards de dollars ne sont toujours pas au rendez-vous (83,3 selon l'OCDE), et les pays du Sud comparent cette frilosité avec les financements que les pays riches ont dégagés pendant le COVID, ou depuis la crise énergétique.

La double question de l'adaptation et des pertes et préjudices sera au centre de la COP, et sûrement de la table ronde sur le climat.

---

[3] Alors que le monde est confronté au changement climatique, alors que le monde est confronté à la perspective d'autres pandémies et que la COVID-19 n'est pas encore résolue, alors que le monde est confronté à de fortes inégalités entre les pays développés et les pays en développement, et à d'énormes inégalités au sein des pays, (...) , nous avons besoin d'unité, nous avons besoin de coopération, nous avons besoin de dialogue, et les clivages géopolitiques actuels ne le permettent pas. Nous devons changer de cap.

Les inondations au Pakistan rendent le problème concret, comme l'a montré le Sommet récent sur l'adaptation qui s'est tenu à Rotterdam aux Pays-Bas, début septembre, boudé par les pays du Nord, ce qui a scandalisé les pays africains. Or rien n'est réglé pour les mécanismes de financement (correspondant aux articles 7 et 8 [4] de l'Accord de Paris), ce qui crispe l'ensemble des négociations, car selon une étude de l'ONG Christian Aid publiée pendant la COP, les 65 nations les plus vulnérables pourraient perdre 20% de leur PIB, à cause des pertes et préjudices d'ici 2050. Le Pakistan, déjà très endetté, va subir une perte de 10 milliards de dollars due aux inondations.

La « **grogne** » dont a parlé le mardi 20 septembre António Guterres fait dériver les termes diplomatiques : de plus en plus de pays pauvres s'appuient sur la base conceptuelle de la Convention sur le Climat, soit les responsabilités « communes mais différenciées » pour défendre l'idée que les pertes et préjudices ne seraient que des « réparations » que les pays riches devraient aux pays pauvres, et l'idée que la colonisation les a privés de leurs richesses et de leur développement au profit des pays colonisateurs qui ont justement créé leur prospérité sur des modes de développement polluants. Ainsi le Secrétaire général est allé très loin dans son discours, en plaidant pour une taxe sur les bénéfiques du secteur des énergies fossiles qui serait reversée vers les pays qui subissent de plein fouet le réchauffement climatique.

Dans son discours de l'ONU le 20 septembre, le Président français a implicitement rejeté la rhétorique de la réparation, en proposant « un nouveau contrat Nord Sud », dirigé sur l'alimentation, la protection du climat et de la biodiversité, l'accès aux énergies, la « conciliation des intérêts légitimes et du bien commun ». Il a évoqué la « transition juste », en souhaitant que les nations soutiennent les efforts de transition et la lutte contre la pauvreté des pays pauvres, et en proposant la reconstitution des droits de tirages spéciaux (DTS). Rappelons que le 2 août 2021, le conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international (FMI) avait approuvé une nouvelle allocation de DTS, [5] mais que des blocages administratifs empêchent l'Afrique d'en bénéficier. Emmanuel Macron, qui avait pris l'engagement de réallouer 20% de ses droits de tirage spéciaux au bénéfice des économies africaines a proposé à la tribune de l'ONU d'aller plus loin, soit de passer à 30%.

En ce qui concerne la biodiversité, peu de rencontres sont prévues, alors même que la COP15, qui doit se tenir à Montréal, ne se présente pas bien. La Chine, qui devait accueillir la COP15 et en garde la présidence, ne joue pas assez le rôle de facilitateur. Le Brésil, accusé pour l'exploitation de ses forêts, bloque la négociation. La question du financement connaît une surenchère de réunions en réunions (aide financière annuelle de 100 puis de 700 milliards de dollars par an) et représente un frein puissant aux négociations. Dans son discours, le Secrétaire général a cité la nécessité de protéger la biodiversité, mais, plus que jamais, le climat est la priorité, malgré les alarmes des scientifiques, parlant de sixième extinction.

## 2. La relance des ODD

L'ONU a organisé un événement « le moment ODD » destiné à relancer la mobilisation pour atteindre ces objectifs d'ici 2030, au début de la semaine annuelle de haut niveau des Nations Unies.

---

[4] L'article 7 Paragraphe 13 prévoit bien un financement pour l'adaptation, d'ailleurs confirmé lors de la COP26, et l'article 8 dans son paragraphe 2 mentionne le mécanisme de Varsovie, dont la partie financière n'a pu s'inscrire dans les conclusions de Glasgow l'année dernière

[5] 433 milliards de DTS, l'équivalent de 650 milliards de dollars.

Il a reconnu que « Chaque péril rend les objectifs de développement durable encore plus hors de portée. Et face à de tels périls, il est tentant de mettre de côté nos priorités de développement à long terme ». Mais il a exhorté, au nom des jeunes, à « sauver les objectifs de développement durable et reprendre le chemin de la construction d'un monde meilleur qui ne laisse personne de côté ». Il a cité la santé, l'éducation et le bien-être de tous, y compris les réfugiés et les migrants, ainsi qu'une protection sociale universelle élargie pour protéger les personnes contre les chocs économiques. Dans son discours devant les Chefs d'Etat, il a été plus direct, ce qui tranchait avec le HPLF (Forum politique de haut niveau pour le développement) de juillet dernier : « À cause de nos décisions, partout dans le monde, le développement durable est menacé.

Les Objectifs de développement durable sont en détresse. Même la réalisation des objectifs les plus fondamentaux – sur la pauvreté, la faim et l'éducation – fait marche arrière ».

Le Président de l'Assemblée générale, Csaba Kőrösi, a mis les pieds dans le plat, en soulignant que l'évènement « était un rappel pour nous tous de ce que nous aurions dû faire, et surtout, ce que nous devons faire pour transformer la vision de l'Agenda 2030 et des ODD en une réalité », et en reconnaissant que, pour les ODD, l'élan avait été perdu à cause de la pandémie et de notre inaction.

Le Secrétaire général, dans son discours d'ouverture, le 20 septembre a appelé à « à l'adoption, sous la direction du G20, d'un Plan de relance des Objectifs de développement durable, qui donnera une impulsion forte au développement durable dans les pays en développement ». Rappelons que le Comité 21, dans une note [6] publiée le 04 juillet dernier et intitulée « Forum Politique de Haut Niveau 2022 : Dans un contexte de crises multiples, quelles perspectives pour la décennie de l'action ? », soulignait la nécessité de prendre en compte l'impact des crises sur l'Agenda 2030 et sur la trajectoire déterminée pour les ODD, précisant que l'ambition d'en atteindre les cibles devait demeurer au centre des préoccupations et retrouver sa place dans la dynamique des acteurs internationaux.

### 3. Des discussions sur la paix ?

L'Assemblée générale est toujours un moment de discussions dans le but d'apaiser les conflits, mais en ce qui concerne l'Ukraine, il ne semble pas qu'au début de la session les choses se présentent bien, malgré les différents appels du Secrétaire général et de nombreux dirigeants. On ressent que l'Occident veut peser sur la Russie, mais que de nombreux pays africains, dont le Président de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), se réclament d'un nouvel « non alignement », ce qu'a fustigé le Président français en rappelant qu'historiquement le non alignement avait été conçu pour maintenir la paix non pour tolérer la guerre. Le fait que le Président russe, absent, ait choisi le moment de l'AG de l'ONU pour annoncer, et organiser dans les 3 jours des referendums dans les provinces conquises, est un risque supplémentaire, d'autant qu'une mobilisation partielle est aussi décrétée : « Il est important de déployer des capacités militaires supérieures. L'Occident, dans sa politique agressive, a dépassé toutes les limites. Ils sont capables de frapper la Crimée et d'autres territoires russes. Si jamais les intérêts de la Russie sont menacés, nous allons utiliser toutes les armes à notre disposition ». [7]

---

[6] <http://www.comite21.org/docs/publications-du-comite-21/2022/note-fphn.pdf>

[7] Discours de Poutine du 21 septembre

La réunion du Conseil de Sécurité prévue au niveau des Ministres des Affaires étrangères semble condamnée à des échanges stériles, il reste juste à espérer que d'autres problèmes internationaux pourront avoir une issue meilleure, comme la question nucléaire en Iran.

### **III - La préparation de la réforme institutionnelle**

Malgré, ou à cause de, ce que Guterres nomme, à la Tribune de l'ONU, un « énorme dysfonctionnement mondial » [8], la réforme de l'ONU est engagée et doit voir un aboutissement en 2023. En 2017, le Secrétaire général avait présenté des propositions pour réformer les Nations Unies, adoptées par l'Assemblée générale à l'unanimité en mai 2018 (résolution 72/279), et qui s'articulaient autour de 3 objectifs :

- Le développement : Rénovation du cadre stratégique d'aide au développement dirigée par un coordonnateur résident impartial et indépendant pour le Programme 2030.
- La gestion : Un nouveau modèle de gestion avec simplification des procédures, et meilleure transparence.
- La paix et la sécurité : Priorité à la prévention et au maintien de la paix.

De ces trois priorités, seules l'organisation du développement par pays et la gestion ont connu des progrès véritables, car, comme on l'a vu, l'Agenda 2030 est percuté par les crises, et la paix et la sécurité malmenées.

Néanmoins, la réforme institutionnelle reste à l'ordre du jour, pour deux raisons :

- Une certaine unité a été retrouvée à l'occasion de la Guerre en Ukraine [9], même si cette unité semble se fissurer, par exemple lors de la suspension de la Russie au Conseil des Droits de l'Homme (93 pays l'ont approuvé mais 24 ont voté contre et 58 pays se sont abstenus), avec la tentative russe d'ériger un nouvel ordre mondial avec 40% des populations lors de la réunion de Samarcande, freinée par la Chine certes, et la tentation de pays africains de rester « neutres ».
- L'essoufflement actuel du Conseil de Sécurité, qui ne reflète plus la réalité du monde actuel, qui, chargé de maintenir la paix, comprend un membre agresseur d'un autre pays [10] et ne s'est mobilisé qu'avec retard sur la pandémie. Le président Macron a répété hier l'appui (traditionnel de la France) pour faire entrer au Conseil de Sécurité par exemple l'Allemagne, le Japon, l'Inde, le Brésil et l'OUA, avec un aménagement du droit de veto « en cas de crime de masse ». Notons que, pour amender la Charte des Nations Unies, un vote en AG à la majorité des deux tiers est nécessaire dans un premier temps pour réunir une Conférence générale des membres des Nations unies, et neuf membres du Conseil de sécurité sur quinze doivent la soutenir.

---

[8] La communauté internationale n'est pas prête ni disposée à s'attaquer aux grands drames de notre époque comme la guerre en Ukraine, la multiplication des conflits dans le monde, la crise climatique et la perte de biodiversité, la situation financière catastrophique des pays en développement, ou encore le manque de garde-fous autour des nouvelles technologies (20 septembre 2022)

[9] 141 membres sur les 193 ont voté le 2 mars 2022 en Assemblée générale d'urgence pour la résolution exigeant que la Russie retire sans délai et inconditionnellement ses forces militaires d'Ukraine, position confirmée dans un second vote le 24 mars (140 pays).

[10] les résolutions présentées au Conseil de sécurité de l'ONU ont été bloquées à 263 reprises et près de la moitié de ces veto ont été émis par la Russie.



Ensuite, la proposition de modification de la Charte doit être approuvée à la majorité des deux tiers, avec la particularité que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité devront tous se prononcer pour (articles 108 et 109 de la Charte).

Notons que l'attachement à la Charte des Nations Unies a été réitéré en cette session, dans ses fondements « universels » (Macron), en réaction aux tentatives de bâtir un ordre international « alternatif », érigeant un « double standard » et des logiques de « blocs ».

### 1. Le programme « notre monde commun »

En 2021, lors de la précédente AG, à l'occasion du 75e anniversaire de l'ONU, l'ONU a publié un (excellent) rapport intitulé « Notre programme commun », dans lequel le Secrétaire général des Nations Unies appelle à un renouvellement du contrat social afin de rétablir la confiance et la cohésion sociale. Son objectif est de renforcer et accélérer les accords multilatéraux – en particulier l'Agenda 2030 – et faire une « différence tangible dans la vie des gens ».

Ce rapport énumère différentes priorités :

- Combattre « l'infodémie » de désinformation qui sévit dans le monde en mettant fin à la « guerre contre la science » et en introduisant un code de conduite mondial qui promeut l'intégrité de l'information publique.
- S'attaquer à la fraude fiscale et à l'évasion fiscale agressive, au blanchiment d'argent et aux flux financiers illicites grâce à une nouvelle structure conjointe sur l'intégrité financière.
- Redynamiser notre réflexion sur les droits de l'homme, y compris sur notre vie en ligne.
- Assurer une couverture sociale universelle, y compris des soins de santé universels, concrétisée par un sommet social mondial en 2025.
- Eliminer la violence à l'égard des femmes et des filles et garantir leur participation pleine et égale, y compris dans les plans d'intervention d'urgence et avec le soutien d'une campagne mondiale visant à éliminer les normes sociales préjudiciables.
- Corriger les angles morts dans la façon dont nous mesurons le progrès et la prospérité en introduisant des mesures qui complètent le produit national brut (PNB) et garantissent que les profits ne se font pas au détriment des personnes et de la planète.
- Des mesures transformatrices en matière d'éducation, de formation des compétences et d'apprentissage tout au long de la vie, notamment un sommet sur la transformation de l'éducation en 2022.
- La nomination d'un envoyé spécial pour les générations futures, qui sera le porte-parole des 10,9 milliards de personnes qui devraient naître au cours de ce siècle, ainsi qu'un bureau de la jeunesse de l'ONU amélioré.
- La réorientation du Conseil de tutelle pour en faire un organe délibérant au nom des générations futures.
- Mesures immédiates pour un plan de vaccination mondial contre la COVID-19.
- Une meilleure préparation aux futurs chocs mondiaux grâce à une plateforme d'urgence qui serait déclenchée automatiquement en réponse à des crises de grande ampleur.
- Un Sommet du Futur pour forger un nouveau consensus sur les préoccupations mondiales les plus critiques que le système international doit protéger et réaliser – y compris la paix, l'action climatique au-delà de 2030, les biens communs numériques et l'espace extra-atmosphérique.

Depuis, des consultations informelles ont lieu parmi tous les membres, et il faut par exemple citer celle de la Chine, publiée le 17 septembre 2022, où il est écrit : « Il faut saisir les opportunités offertes par la mise en œuvre du rapport Notre programme commun du Secrétaire général pour que l'ONU puisse accroître sans cesse l'efficacité du fonctionnement, renforcer ses capacités à relever les défis planétaires, se mettre en phase avec la nouvelle situation et assumer les nouvelles missions, surtout renforcer les capacités de son système pour le développement à soutenir les États membres dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) et intensifier la surveillance et la responsabilisation, en vue de répondre aux attentes sur tous les plans de la communauté internationale ». La Chine, tout en publiant ce texte qui, à première vue, peut être lu comme une adhésion complète aux principes onusiens (tous les termes clés y sont) comportent des phrases comme « Chaque pays a le droit de choisir en toute indépendance sa voie de développement des droits de l'homme », et se termine par la déclaration d'appartenance de Taiwan à la Chine.

Ce rapport a donné lieu à une grande consultation digitale, résumée dans un rapport [11], et à la création d'un Conseil consultatif de haut niveau (HLAB) chargé d'élaborer un rapport indépendant à l'appui de cet objectif. Le rapport reflétera des recherches de fond sur le multilatéralisme efficace et les biens publics mondiaux et contiendra des recommandations concrètes à l'intention du Secrétaire général et des États membres en vue du Sommet du futur de 2023 [12]. Le Conseil vient de terminer des consultations [13] qui présentent des recommandations spécifiques qui répondent aux questions suivantes : Quels sont les domaines de préoccupation mondiale où des améliorations de la gouvernance sont les plus nécessaires ? Quelles améliorations de gouvernance pourraient être réalisées ? Comment la communauté internationale pourrait-elle rechercher plus d'équité, de justice et d'efficacité dans la prise de décision multilatérale ?

Dans son rapport annuel, le Secrétaire général de l'ONU a déclaré qu'« en ces temps agités, le travail des Nations Unies est plus nécessaire que jamais. Nous sommes parfaitement conscients qu'une approche réactive à la crise fait défaut aux peuples du monde ».

## 2. Les perspectives du Sommet du Futur

La Résolution de l'Assemblée générale décidant des modalités du Sommet du Futur sur le thème « Des solutions multilatérales pour un avenir meilleur », a décidé qu'il se tiendrait les 22 et 23 septembre 2024. Il sera précédé d'une réunion ministérielle préparatoire le 18 septembre 2023.

Dans son rapport annuel, le Secrétaire général de l'ONU a également déclaré que « l'architecture internationale de paix et de sécurité était soumise à d'énormes contraintes, comme l'a récemment illustré la guerre en Ukraine.

---

[11] [https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/2021/09/accelerating\\_inclusive\\_global\\_cooperation\\_report.pdf](https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/2021/09/accelerating_inclusive_global_cooperation_report.pdf)

[12] Le HLAB est dirigé par un ancien chef d'État et un ancien chef de gouvernement et composé d'autres dirigeants de la société civile, du secteur privé, du milieu universitaire et d'autres domaines pertinents.

[13] <https://highleveladvisoryboard.org/public-consultation/>

De plus, des menaces convergentes, les rivalités géostratégiques et les inégalités systémiques ont des conséquences dévastatrices, pas seulement pour les personnes touchées directement par les violences ». Il a rappelé qu'en 2021, les plans d'intervention coordonnés par les Nations Unies ont nécessité 37,7 milliards de dollars pour fournir une assistance et une protection vitales à 174 millions de personnes dans 60 pays.

Le dispositif est prêt, les propositions du groupe consultatif sont attendues, mais rien ne sera possible bien sûr sans un consensus sur l'architecture internationale que la crise ukrainienne a fait éclater.

Les conditions de ce Sommet du Futur dans un an semblent aujourd'hui quasi insurmontables, si la Guerre en Ukraine perdurait, et si quelques unes des 55 guerres civiles actuelles ne s'apaisaient pas. De plus, 2023 sera aussi l'année du premier bilan mondial des émissions dans le cadre de la COP 27, de la Conférence de la Décennie sur l'eau, qui demande une gouvernance beaucoup plus vigoureuse, du Bilan des ODD, etc... Dans un état du monde dont le risque est la **fracturation** (comme l'évoque le Président Macron), ou la partition, dans une planète qui connaît une accélération du réchauffement qui surprend même les scientifiques, et dont les mesures d'adaptation sont balbutiantes, jamais, depuis 1946, même depuis les crises de Cuba, ou de l'Irak, le défi n'a été aussi immense.

**Bettina Laville, Présidente d'honneur du Comite 21**

---



**National**  
102 avenue des Ternes  
75017 Paris  
Tél. : 01 55 34 75 21  
comite21@comite21.org

[www.comite21.org](http://www.comite21.org)

[www.comite21grandouest.org](http://www.comite21grandouest.org)

